



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Rapprochement-Areva-EDF-un-meccano-industriel-aux>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Rapprochement Areva-EDF : un meccano industriel aux conséquences lourdes**

30 juillet 2015

# Rapprochement Areva-EDF : un meccano industriel aux conséquences lourdes

## Arrêtons les frais, sortons du nucléaire !

**Alors que l'État se précipite au chevet d'Areva et qu'un rapprochement entre Areva et EDF se concrétise, le Réseau "Sortir du nucléaire" alerte sur les conséquences du plan de sauvetage qui se prépare. Entre meccano industriel, recapitalisations et suppressions de postes, la voie choisie par le gouvernement est sans issue : coûteuse pour les Français et surtout dangereuse pour la sûreté. Le gouvernement ferait mieux de saisir l'occasion de cette crise pour engager une rapide sortie du nucléaire.**

### Un meccano industriel sans issue

EDF s'apprête donc à devenir actionnaire majoritaire d'Areva NP, reprenant l'activité construction de réacteurs. Déjà endettée à hauteur de 34 milliards d'euros [1], confrontée au montant démesuré des travaux de prolongation des centrales, EDF risque d'être entraînée dans sa chute par cette opération. EDF et Areva étant toutes deux des entreprises majoritairement détenues par l'État, ce sont les Français qui feront les frais de ce jeu de meccano, indirectement en tant que clients d'EDF qui financera ce rachat par l'augmentation continue de ses tarifs, et directement en tant que contribuables pour permettre à l'Etat de recapitaliser Areva dans son ensemble.

En pleine période d'austérité, et alors même que les investissements nécessaires à la transition énergétique ne sont pas au rendez-vous, il est indécent que les contribuables paient pour les délires des dirigeants d'une industrie mortifère.

### Des économies sur le dos des travailleurs et de la sûreté ?

Les travailleurs du nucléaire seront les premières victimes de la mégalomanie d'Areva. Il est question de 3000 à 4000 suppressions de postes parmi les salariés français d'Areva (et quid des sous-traitants ?). Alors qu'il n'est pas question qu'Areva réduise ses activités, on peut légitimement s'interroger sur les impacts à venir sur la dégradation de leurs conditions de travail et, in fine, sur la sûreté des installations. Il faut craindre que les économies qu'est censée réaliser Areva ne se traduisent par des

économies sur la maintenance.

En l'absence de remise en question du nucléaire, la poursuite des activités d'Areva en rognant sur les emplois et la sûreté préparera donc non seulement la casse sociale, mais aussi les conditions propices à une catastrophe !

## **La faillite d'Areva, une opportunité pour engager la sortie du nucléaire !**

---

La faillite d'Areva était prévisible, entre les déboires de l'EPR de Flamanville et celui d'Olkiluoto, le fiasco d'Uramin, et l'aveuglement général sur le déclin du nucléaire dans le monde. L'agonie de la filière nucléaire était déjà amorcée avant Fukushima, et il est inutile de pratiquer l'acharnement thérapeutique.

Plutôt qu'un entêtement dans des erreurs stratégiques graves (licenciements secs dans les énergies renouvelables, tarifs du retraitement à La Hague renégociés pour permettre la poursuite à tout prix de cette activité polluante et inutile), une vraie reconversion d'Areva serait nécessaire. La crise de la filière nucléaire est l'occasion d'engager un plan de sortie, en commençant par la fermeture dès maintenant des réacteurs vieillissants (et en premier lieu Fessenheim), ce qui éviterait de dépenser de 55 à 250 milliards dans leur rafistolage et permettrait d'investir largement dans les énergies renouvelables.

Pour éviter une catastrophe industrielle, l'État devrait dès maintenant préparer la reconversion de la filière nucléaire vers des structures industrielles destinées à gérer la mise en sécurité des montagnes de déchets, le démantèlement des réacteurs et installations nucléaires, les résidus miniers... et un plan de reconversion des travailleurs du nucléaire, en particulier dans les énergies renouvelables.

---

### **Notes**

[1] et contrainte par ailleurs de [rembourser 1,37 milliards d'euros d'aide d'État](#)